

3,000 pendant toute l'année. Cette façon assez seraine d'envisager la situation ne console pas les 3,000 chômeurs concernés. Mais cela représente une situation presque stable.

En Ontario, la population active s'est accrue de 99,000 membres et, malgré cela, nous avons réussi à les absorber tous ainsi que 4,000 chômeurs. Dans les Prairies, ce qui est significatif, il n'y a eu aucun changement puisque 60,000 personnes sont entrées sur le marché du travail et que 60,000 ont trouvé des emplois. En Colombie-Britannique, 38,000 nouveaux venus sont entrés sur le marché du travail et 43,000 ont trouvé des emplois. Dans l'ensemble du Canada, 243,000 personnes sont entrées sur le marché du travail en 1968, et 223,000 ont trouvé des emplois. J'ai omis une province, mais j'en parlerai plus tard. Autrement dit, il nous a manqué environ 20,000 emplois. Ce n'est vraiment pas si mal lorsqu'on songe qu'en 1968 il fallait mettre les bouchées doubles à la suite du centenaire, de l'agitation de l'Expo et de la période de grande activité dans l'industrie du bâtiment à Montréal et dans sa banlieue.

Passons maintenant au côté vraiment sombre de la situation. Je ne vais pas tirer de conclusion en tant que Québécois; que d'autres s'en chargent. Mais, au Québec, 51,000 personnes sont entrées sur le marché du travail, et nous n'avons pu trouver d'emplois qu'à 25,000. Autrement dit, il y avait au Québec 26,000 chômeurs de plus qu'au début de l'année, bien que dans le Canada tout entier l'excédent ne soit que de 20,000.

Inutile de dire que si nous avions pu équilibrer les chiffres dans le Québec, le chômage aurait baissé dans tout le Canada. Quels sont les éléments responsables d'un tel degré de chômage dans ma province? Certains mettraient ça sur le compte du séparatisme. Je ne le crois pas; les sociétés internationales, à mon avis, sont trop endurcies pour se préoccuper des problèmes intérieurs. Mais l'incertitude est un facteur; le manque de direction et le manque de déclarations vigoureuses de la part des chefs politiques de la province, qu'ils appartiennent au parti libéral ou à l'Union nationale. Ou bien ils ont l'intention de continuer à faire partie de la Confédération ou bien de s'en aller au diable. Mais à moins de connaître la situation, les portefeuillistes n'iront pas investir dans la province, alors qu'ils peuvent placer leur argent ailleurs, où le climat économique et la situation politique sont plus stables. A titre de Québécois, je n'hésiterais pas—si j'avais un million de dollars—à le placer au Québec, car les dernières élections ont incontestablement démontré que l'écrasante majorité des habitants de la province, francophones et anglophones, voulaient continuer à faire partie de la Confédération.

Les capitaux cependant sont très capricieux. Ils redoutent le socialisme et tout autant le climat incertain qui règne dans le Québec. Je soupçonne donc qu'avec la disparition de cette incertitude, provoquée peut-être par quelques déclarations vigoureuses des leaders politiques de la province—et je fais confiance à leur intégrité et à leur loyauté envers pays—ce climat d'incertitude disparaîtra et les capitaux nécessaires à la création d'autres emplois afflueront. Si cela n'expliquait pas la situation au Québec, j'y perdrais mon latin. Les faits sont là; les députés peuvent les interpréter à leur guise.

● (5.20 p.m.)

Les effectifs totaux de la main-d'œuvre ont augmenté de 51,000 personnes au Québec. On a pu en placer 25,000, mais on a compté 26,000 chômeurs de plus. Voilà une situation désastreuse, et comme un de mes collègues l'a dit ici-même, elle affaiblit la Confédération. Le chômage engendre les dissensions, l'aigreur, le découragement, les frustrations, la crainte et l'incertitude. Ces choses déforment le jugement; elles font que la main-d'œuvre du Québec prête le flanc au séparatisme ou à d'autres doctrines ridicules.

Ce ne sont pas seulement les Québécois, c'est nous tous que l'avenir du Québec intéresse. Nous devrions tous veiller à ce que le pays demeure uni et à ce que cette province trouve des capitaux. Les crédits d'investissements que nous devons voter pour cette province, sont un gage de réussite pour l'avenir de notre pays.

Je me suis écarté, comme d'habitude, de mes notes, mais je tiens à consigner au compte rendu quelques données statistiques qui devraient intéresser tous les députés. J'ai sous les yeux un tableau des divers groupes de chômeurs, d'après leur genre d'occupations habituelles. Il est superflu de dire que la proportion n'est pas inférieure à 5 p. 100 dans tous les cas. La catégorie des fonctionnaires et professionnels représente 1.7 p. 100 des chômeurs; dans le cas du transport, des services et des loisirs, du secteur primaire et des artisans, de la production et des travailleurs qui y sont engagés, la proportion s'établit aux environs de 5 p. 100. Celle du groupe des artisans est de 5.4 p. 100. Néanmoins, les manœuvres représentent 13.2 p. 100 du nombre de chômeurs.

J'aimerais vous signaler également les groupes d'âge, dans le cas de ces chômeurs. Il y a 9.1 p. 100 d'entre eux dont l'âge se situe entre 14 et 19 ans. C'est là, à mon avis, une chose assez déplorable, non seulement en ce qui concerne le gouvernement fédéral, mais les gouvernements provinciaux, et les autorités municipales, car tous devraient se rendre compte que les jeunes gens de 14 à 19 ans,